

souveraineté du Kremlin. On accordait à cette commission de contrôle le pouvoir sur les communications, les transports et la censure. Les quatre pays se chargèrent d'abolir toute législation fasciste, de faire une épuration des éléments pronazis et de restituer toutes les propriétés aliénées. En plus, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande étaient obligées de verser à la Russie des réparations pour un montant de 300 millions de dollars, payables sur une période de six ans.

Ces réparations représentent des pourcentages considérables des richesses totales de ces pays, puisqu'elles doivent être extraites d'économies qui ont déjà été dévorées par les nazis et, de plus, complètement détruites par la guerre. Ces sommes sont, en outre, plus grandes que ne l'indiquent les chiffres, puisque les réparations sont basées non pas sur les prix actuels, mais sur ceux de 1938. De plus, ces pays gémissent sous le poids de l'occupation de l'Armée rouge, une armée qui vit sur la production du pays et ronge avec voracité la substance de ses richesses.

Les quatre pays, par ces moyens, ont été rendus complètement dépendants de l'Union soviétique et ont été liés à ses besoins économiques.

Dans le cas de l'Autriche, on arriva au même résultat par la pression militaire et le pillage. Bien que la Conférence de Moscou de 1943 eût garanti une « Autriche indépendante et libre », le Kremlin maintient une armée d'occupation de soixante mille soldats et s'est saisi, pour se les approprier, de secteurs entiers de l'industrie, sous prétexte que l'accord de Potsdam lui permet de confiscation les propriétés nazies.

Ainsi, en combinant la pression militaire, l'exercice des « droits » du conquérant, le vol et le maintien d'énormes armées d'occupation, le Kremlin a virtuellement réduit l'ensemble de l'Europe orientale à sa merci et l'a convertie en un vaste *hinterland* assujéti à l'économie de l'U. R. S. S. En conséquence, l'Union soviétique occupe en Europe orientale la place qu'occupaient récemment l'Allemagne et, après la dernière guerre mondiale, la France.

L'évolution gouvernementale

Quelques exemples vont illustrer ce processus. Le premier cabinet de Front populaire formé en Bulgarie en septembre 1944 était largement représentatif des principaux partis capitalistes, plus les stalinien et les sociaux-démocrates. Bientôt le Kremlin fut alarmé par l'attitude du docteur G.M. Dimitroff, chef de l'Union agraire nationale, probablement le parti le plus influent en Bulgarie. Dimitroff ne désirait pas s'intégrer dans un gouvernement dominé par le Kremlin et insista pour garder des relations étroites et amicales avec les puissances occidentales. Une lutte politique entre les staliniens et les agrariens se développa, qui, pendant un temps, devint l'axe central de la politique bulgare. En janvier 1945, les staliniens forcèrent Dimitroff à démissionner de son poste de secrétaire du parti, et lorsque son successeur continua à suivre la politique de Dimitroff, le Front patriotique soutint un parti agraire rival avec le chef dissident Alexandre Obboff. Quand les sociaux-démocrates, à leur tour, s'opposèrent au cabinet de Front patriotique, ils furent promptement privés de leur journal qui fut octroyé à un

Aussitôt que les régimes de l'Europe orientale atteignirent une sorte d'équilibre, quand la première vague révolutionnaire fut passée, les politiciens capitalistes dans les combinaisons des Fronts populaires commencèrent à ruser avec les exigences économiques impitoyables du Kremlin et à intriguer contre le contrôle stalinien de la machine étatique aussi bien que contre les mesures sociales révolutionnaires appliquées par les staliniens. Leurs agissements contre la direction militaire du Kremlin étaient naturellement, encouragés et souvent provoqués par les impérialismes occidentaux. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne voyaient déjà avec une anxiété croissante l'Europe orientale convertie en chasse gardée du colosse russe. L'impérialisme anglo-américain sentit que le moment était venu « de montrer les dents » à la Russie. C'est pourquoi ils s'embarquèrent dans une politique énergique pour établir des points de soutien politique dans chacun de ces pays dans la zone soviétique. Et parce que la politique du Kremlin était aussi effrontément pillarde, les politiciens balkaniques fascistes et semi-fascistes, alliés à l'impérialisme occidental, pouvaient se poser en chevaliers servants de la démocratie et continuer leur lutte pro-capitaliste sous la bannière de la « démocratie », des « élections libres », de la « liberté de presse », etc., etc.

En présence de cette résistance croissante des éléments capitalistes indigènes de l'intérieur, et des impérialistes du dehors, le Kremlin chercha un refuge en resserrant son étreinte sur ces pays. Il força les politiciens bourgeois récalcitrants à quitter le gouvernement, il harassa les organisations politiques « non-coopérantes », arrêtant leurs chefs et supprimant leurs journaux ; il acheta d'autres chefs qui formèrent de nouveaux partis rivaux, etc., etc. Et ainsi, dans un court laps de temps, les Fronts populaires européens de l'Est, tout en conservant leur caractère formel de coalition, furent convertis en des dictatures policières, carrément dominées par les staliniens, qui gouvernaient par la terreur et la répression, et s'appuyaient sur des systèmes de police secrète modelés sur celui de la Russie.

groupe minoritaire. Ce dernier se développa immédiatement en parti social-démocrate. Il condamna les ministres sociaux-démocrates et fit vœu d'alliance avec le gouvernement de Front patriotique.

Encouragés par l'attitude de l'Angleterre et des Etats-Unis, qui faisaient usage de la terreur exercée par le Kremlin pour faire du scandale et discréditer l'Union soviétique, et enhardis tout particulièrement par la déclaration de Valta, les quatre membres agrariens du cabinet et l'un des deux sociaux-démocrates démissionnèrent en juillet et août 1945 en signe de protestation contre la loi électorale qui mandatait uniquement la liste du Front populaire. Le règne de terreur que les staliniens déployèrent alors en Bulgarie n'a pas encore cessé.

L'évolution du gouvernement suivit un cours à peu près pareil en Roumanie. Le premier cabinet de Front populaire fut formé après le coup d'Etat du roi Michel en 1944. Ce cabinet était composé de presque tous les groupes bourgeois importants « non-collaborateurs », des staliniens et des sociaux-démocrates. Quelques mois après, le parti

paysan national, dirigé par Juliu Maniu, et le parti libéral national, dirigé par Constantin Bratianu, commencèrent à se plaindre et à s'opposer à la politique du cabinet, pour les mêmes raisons générales qui inspiraient l'opposition en Bulgarie. Ceci mena à la rupture du Bloc national démocratique. La bourgeoisie roumaine, agissant par l'entremise du roi Michel, fit montre d'une impertinence considérable envers le Kremlin, encouragée qu'elle était par les puissances occidentales et sentant que l'Angleterre et les Etats-Unis étaient bien décidés à ne pas permettre que la Roumanie soit entraînée dans l'orbite russe. Mais le Kremlin n'était pas d'humeur à plaisanter. Vichinsky, vice-commissaire des Affaires étrangères des Soviets, arriva sur-le-champ à Bucarest et posa un ultimatum au roi Michel. Ce dernier, impuissant à résister, approuva le nouveau cabinet tel que le proposait Vichinsky, et le gouvernement Groza naquit en mars 1945. Les partis libéraux et paysans furent alors exclus du gouvernement et leur presse supprimée ; seuls, les sociaux-démocrates pro-staliniens furent inclus dans le cabinet. Le parti social-démocrate lui-même fut en butte à des attaques croissantes et finalement, en mars 1946, Petrescu fut destitué de sa direction en faveur du leader pro-stalinien Stefan Voitec. Le gouvernement Groza est une dictature policière qui gouverne par la terreur, bien que, d'après les rapports, il n'ait jamais atteint en férocité les records sanglants de Bulgarie.

Le gouvernement hongrois qui signa l'armistice fut établi en décembre 1944. Il suivait les mêmes grandes lignes que les autres gouvernements de coalition européens de l'Est et incluait les quatre principaux partis hongrois ; les petits propriétaires représentant les classes moyennes, les staliniens, les sociaux-démocrates et le parti national paysan. Comme nous le verrons plus tard, l'évolution économique et sociale de la Hongrie suit de très près la ligne des autres pays de la zone soviétique. Mais bien que les staliniens soient puissants dans le gouvernement et contrôlent la police politique, le régime a été beaucoup plus tempéré et le bloc original de coalition a été maintenu. La Hongrie fut l'unique pays dans la zone soviétique auquel il fut permis de procéder à des élections plus ou moins libres, ce qui aboutit à une grande victoire pour le parti des petits propriétaires, et à une défaite des staliniens. Néanmoins, que cela soit dû à la peur inspirée par l'Ouest ou à d'autres raisons, le Kremlin n'a pas rompu la coalition existante et compte intégrer la Hongrie dans sa sphère au moyen des réparations et de la pression économique.

La Pologne, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie suivent à peu près le même processus de développement général que le reste de la zone soviétique. Néanmoins, le développement de chacun de ces pays est particulier et devra être discuté séparément.

Tout d'abord, la Tchécoslovaquie. Ici, le capital allemand jouait un rôle décisif même avant la guerre. Toutes les sections dirigeantes des capitalistes se joignirent aux nazis après l'accord de Munich. Bénéficiaires, représentant les capitalistes tchèques pro-alliés et les classes moyennes (de la même façon à peu près que de Gaulle, représentait les capitalistes français pro-alliés et les classes moyennes) organisa à Londres un gouvernement exilé quand les Allemands envahirent le pays. Mais, à l'encontre